

... chaque camp est resté sur ses positions



Très bien organisées, les associations citoyennes hostiles à la Ligne nouvelle Provence-Côte d'Azur ne baissent pas les bras.

(Photos Hélène Dos Santos)

teurs.

Contestant les chiffres avancés par SNCF Réseau, selon lesquels seuls 45 hectares de terres agricoles seraient impactés par les priorités 1 et 2, Hubert Barret, pour la Confédération paysanne, s'est montré très ferme. « On n'est pas là pour cautionner votre projet mais pour vous dire que vous êtes illégitimes. Nous, on ne veut plus qu'un seul hectare de terre agricole soit bétonné. »

Saturation ou pas ?

Gérald Fabre, des Jeunes agriculteurs du Var, venus avec force tracteurs à La Farlède, avertit : « Vous posez un rail dans le département, il repart de suite sur les rails déjà existants. »

L'existant. Plutôt que de promouvoir « un projet complètement inutile, totalement ruineux et extrêmement nuisible », Olivier Lesage, président de Stop TGV Coudon, invite SNCF Réseau à revoir sa position. « Je demande l'annulation du projet de Ligne nouvelle et la réorientation d'une partie des fonds sur la ligne actuelle pour répondre à nos besoins urgents. »

Un réseau existant loin d'être saturé si l'on en croit Joël Hervé, secrétaire de l'Association bagnolaise d'information, qui a été le vérifier le 12 décembre dernier en gare de S-Raphaël. Contestant la méthode employée, Jean-Michel Cherrier n'en démord pas : « La réalité de la ligne existante

est qu'elle est saturée. Je peux vous le démontrer quand vous voulez. On ne proposerait pas de construire une ligne nouvelle si les besoins n'étaient pas réels. » Les propos ne semblent pas avoir convaincu. Du moins pas Alain Cade. Le président du collectif Stop LGV Sud Sainte-Baume n'a pas mâché ses mots. « Vous forcez tête baissée, non seulement contre l'avis des gens, mais aussi contre toute logique environnementale (...). Vous êtes les capitaines du Titanic qui force sur l'iceberg fatal (...). Vous êtes les défenseurs de l'indéfendable. » Et de donner, « rendez-vous pour l'enquête d'utilité publique ».

P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com